



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

D. R. I. R. E.
RÉGION LORRAINE

24 DEC. 2008

METZ

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 0 821 803 055 - Télécopie 03 29 79 64 49

Arrêté n° 2008- 3023

ENTREPRISE DIDIER

Arrêté autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de grouine sur le territoire de la commune de MOUILLY

Le PRÉFET de la MEUSE,

VU le Code de l'Environnement, et notamment son Livre V ;

VU le Code Minier ;

VU le décret 80-331 du 07 mai 1980 modifié instituant le Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU la demande déposée en Préfecture de la Meuse le 25 juillet 2006 et complétée le 10 octobre 2006, par laquelle Madame Huguette GODARD, Gérante de l'entreprise DIDIER sise rue de Pannes à ESSEY-ET-MAIZERAIS (54 470), sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de grouine, sur le territoire de la commune de MOUILLY ;

VU les plans et documents joints à ce dossier ;

VU le résultat de l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 mars au 20 avril 2007 inclusivement ;

VU les avis exprimés par les services lors de l'enquête administrative ;

VU l'avis favorable et le rapport du 15 mai 2007 du commissaire enquêteur ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 16 septembre 2008 ;

VU l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites, formation spécialisée des carrières, dans sa séance du 4 décembre 2008;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

ARRÊTE

Titre 1 – Conditions générales

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1) Exploitant titulaire de l'autorisation

L'entreprise DIDIER, dont le siège social est situé rue de Pannes à ESSEY-ET-MAIZERAIS (54 470), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions fixées dans le présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de grouine, sur le territoire de la commune de MOULLY.

Article 1.1.2) Installations non classées ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1) Installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Les activités répertoriées dans la nomenclature des Installations Classées sont les suivantes :

Rubrique	Description de l'installation	Volume autorisé	Régime
2510.1	Exploitation d'une carrière de grouine	Production annuelle moyenne : 35 000 tonnes Production annuelle maximale : 40 000 tonnes	Autorisation

Article 1.2.2) Situation de l'établissement

La carrière est sise au lieu-dit "Vionleu", sur la parcelle n° 23 de la section cadastrale ZE, du territoire de la commune de MOUILLY.

L'emprise totale du projet est de 6,1229 ha, pour une surface totale exploitable est de 3,59 ha.

Article 1.2.3) Limites de l'autorisation

L'exploitant est autorisé à exploiter au maximum 40 000 tonnes (20 000 m³) de matériaux par an. La production annuelle moyenne est fixée à 35 000 tonnes (17 500 m³)

La quantité totale de matériaux à extraire est d'environ 380 000 tonnes (190 000 m³)

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier et ses compléments déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté ainsi que les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation, valable pour une durée de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté, est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété ou de forage du bénéficiaire. Cette durée inclut la remise en état complète des terrains visés à l'article 1.2.2). L'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au plus tard 2 mois avant l'échéance de la présente autorisation, pour que la remise en état puisse être correctement exécutée dans les délais susvisés.

Toutefois, cette autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée, ainsi que des bâtiments, murs, clôtures, routes, chemins, canaux, ...

Cette distance est portée jusqu'à 25/30 mètres dans le secteur Nord-Est de la carrière, afin de préserver le rideau boisé séparant le site de l'ancienne carrière DELANDRE.

Le quart Sud-Ouest du site, constitué d'une friche, est également exclu de la zone d'exploitation.

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIERES

Article 1.6.1) Objet des garanties financières

Les garanties financières sont destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de l'installation, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la remise en état après fermeture, telle qu'elle est indiquée dans l'arrêté préfectoral et le dossier de demande d'autorisation.

Article 1.6.2) Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement prévu, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé pour la période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à la somme des deux valeurs ①+② suivantes :

① Montant des garanties hors taxe :

▶ **1^{ère} période quinquennale d'exploitation et de réaménagement : 51 171 € HT**
(de la date de publication de la déclaration de début de travaux à 5 ans après cette même date)

▶ **2^{ème} période quinquennale d'exploitation et de réaménagement : 44 649 € HT**
(de 5 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à la fin de la remise en état constatée par la DRIRE)

② TVA en vigueur au moment de la production de l'acte de cautionnement.

Article 1.6.3) Etablissement des garanties financières

Les garanties financières sont établies auprès d'un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance. Le document attestant de la constitution de ces garanties doit être conforme au modèle annexé à l'arrêté conjoint des ministres chargés de l'Environnement et de l'Économie daté du 1^{er} février 1996 et publié au Journal Officiel de la République française du 16 mars 1996.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée à l'article 1.6.2). Notamment, le document correspondant doit être disponible au siège de l'entreprise ou sur un site proche et l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut en demander communication lors de toute visite.

Article 1.6.4) Renouvellement des garanties financières

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation, ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

Article 1.6.5) Actualisation des garanties financières

Le montant des garanties financières fixé à l'article 1.6.2) ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice correspondant à la date de signature de la présente autorisation. L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 1.6.2) ci-dessus,
- augmentation de cet indice supérieure à 15% pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières sera faite sur l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas

prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document sera considéré comme non conforme à l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996. Dans ce cas l'exploitant pourra faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'article 1.6.7) ci-dessous.

Article 1.6.6) Révision du montant des garanties financières

Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 1.6.2) ci-dessus, et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant à l'article 1.6.2), l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au Préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

Article 1.6.7) Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée à l'article 1.6.3), ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 1.6.4) ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-I-3° du Code de l'Environnement.

Article 1.6.8) Appel des garanties financières

Le Préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne la remise en état, après que la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement ait été rendue exécutoire,
- soit en cas de disparition physique (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 1.6.9) Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières, en tenant compte des dangers ou inconvénients résiduels de l'installation. Le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 1.7.1) Porter à connaissance

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.7.2) Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.7.3) Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est subordonné à une autorisation préfectorale préalable dans les conditions prévues par l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

Article 1.7.4) Cessation d'activité

Conformément à l'article R. 512-74 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse en Préfecture, au moins 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation, une notification de fin d'exploitation accompagnée d'un dossier comprenant :

- La date prévue pour la fin du réaménagement.
- Les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état.
- Un mémoire sur l'état du site précisant notamment :
 - les incidents et désordres survenus au cours de l'exploitation, en particulier en ce qui concerne les aspects hydrauliques,
 - les conséquences prévisibles de l'abandon des travaux sur le milieu, en particulier en sur l'écoulement et la qualité des eaux,
 - les mesures compensatoires complémentaires éventuellement nécessaires.
- Des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Par ailleurs, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions prévues par l'article 2.1.2) du présent arrêté et par le chapitre "remise en état" versé dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même Code.

CHAPITRE 1.8 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 - 54 036 NANCY CEDEX :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

L'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions du présent arrêté préfectoral, sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, dont notamment le Code du Travail et les textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Les prescriptions édictées par la caisse régionale d'assurance maladie seront rigoureusement respectées.

L'établissement demeure d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner, dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 1.10 ARCHEOLOGIE

En application de l'article L. 522-2 du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie préventive, un diagnostic archéologique sera réalisé avant tous travaux, même de simples terrassements, sur la totalité des terrains assiette de l'opération. A la demande du pétitionnaire, ce diagnostic pourra être fractionné en tenant compte des tranches opérationnelles figurant éventuellement dans le présent arrêté.

A l'issue de ce diagnostic, le pétitionnaire sera avisé par le Préfet de région (D.R.A.C.) des suites éventuelles données. En concertation avec le Service Régional de l'Archéologie, il devra prendre des mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde ou la préservation par l'étude des vestiges identifiés.

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) devra être signalée immédiatement au Service Régional de l'Archéologie, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie et de la Préfecture, en application de l'article L. 531-14 du Code du Patrimoine. Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits. Tout contrevenant serait passible des peines portées aux articles 322-1 et 322-2 du Code Pénal.

Titre 2 – Gestion de l'établissement

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1) Aménagements préliminaires

Références administratives

L'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais sur la voie d'accès au chantier, un panneau indiquant en caractères apparents :

- Son identité (raison sociale et adresse)
- La référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
- L'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
- Les horaires d'ouverture.
- La mention "interdiction d'accès à toute personne non autorisée"

Bornage

Un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. A cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation.

L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Accès et voirie

Un panneau STOP accompagné de son marquage au sol, ainsi que deux balises signalant un carrefour, sont mis en place au niveau du débouché sur la voie communale reliant MOUILLY à VAUX-LES-PALAMEIX. Une signalétique spécifique, destinée à annoncer la présence de la carrière et les sorties de camions, est installée au niveau de la cette voie communale, dans les deux sens de circulation et en accord avec son gestionnaire.

Dès que les aménagements préliminaires sont réalisés, l'exploitant communique en Préfecture, conformément à l'article R. 512-44 du Code de l'Environnement, une déclaration de début d'exploitation en trois exemplaires. Celle-ci devant être accompagnée du justificatif de la caution solidaire relative aux garanties financières prévu à l'article 1.6.3)

La présente déclaration de début d'exploitation fait l'objet d'un avis publié dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, au frais de l'exploitant.

Article 2.1.2) Conduite de l'exploitation

Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et des mesures particulières de police prescrites, l'exploitation doit être conduite conformément aux dispositions prévues dans la demande d'autorisation et ses annexes et aux prescriptions suivantes :

Horaires de fonctionnement

Le fonctionnement de la carrière est autorisé tous les jours de 07h00 à 12h00 et de 13h00 à 18h00 sauf samedi, dimanche et jours fériés.

Défrichement

Le site ne nécessite aucun défrichement.

Décapage

Le décapage des terrains est limité aux besoins de la phase en cours des travaux d'exploitation.

Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux ou utilisés immédiatement pour remblayer les emplacements remis en état de manière coordonnée.

Les travaux de décapage sont réalisés, dans la mesure du possible, en dehors des périodes sèche d'été (juillet à septembre)

Toutes mesures sont prises pour limiter les émissions de poussières dans l'environnement.

Extraction

L'extraction est effectuée à ciel ouvert et à sec, par engins mécaniques terrestres et sans emploi d'explosifs, en dégageant un talus périphérique s'amenuisant progressivement vers l'Ouest.

La cote minimale en fond d'excavation est limitée à 345 mètres NGF ; l'épaisseur maximale d'extraction est de 15 mètres en partie Est du site.

Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants :

- Décapage sélectif de la terre végétale et mise en merlon provisoire de ces terres en périphérie du site.
- Exploitation du gisement à la pelle hydraulique ou au chargeur. Talutage à l'avancement du front définitif (y compris création de gradins intermédiaires)
- Mise en stock temporaire ou chargement immédiat pour livraison directe.
- Remise en état coordonnée par régalage de la terre végétale stockée temporairement, permettant de limiter la surface en chantier à 2 hectares.

Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.

Traitement des matériaux

Aucun traitement des matériaux extraits n'est effectué sur le site.

Evacuation des matériaux, circulation des véhicules

L'accès au site depuis la RD 113 s'effectue par la voie communale de MOUILLY à VAUX-LES-PALAMEIX. Le dimensionnement de cette voie ou des aménagements particuliers (aires de croisement/stationnement, ...), doivent permettre la circulation et le croisement de deux véhicules dans des conditions satisfaisantes de sécurité. Tout aménagement réalisé sur le domaine public est défini en commun accord avec le gestionnaire de la voirie concernée.

Les voies de circulation et d'accès sont correctement délimitées, régulièrement nettoyées et entretenues par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation afin d'éviter tout dépôt de poussières ou de boue sur la route départementale, et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les règles de circulation qui sont mises en place par l'exploitant, à l'intérieur de la carrière ou sur la piste d'accès, ou celles imposées par le code de la route, sont scrupuleusement respectées. Ces règles de circulation sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Le poids total autorisé en charge des véhicules doit être respecté.

La vitesse des véhicules, dans l'enceinte du site et sur la voie communale est limitée à 30 km/h.

Remblayage

Les parties remblayées de la carrière ne doivent pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Tout apport de matériaux extérieurs est interdit.

Remise en état

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'état des terrains en fin d'exploitation et de réaménagement est conforme au(x) plan(s) et/ou schéma(s) annexé(s) au présent arrêté et aux dispositions de l'étude d'impact, figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

Le réaménagement de la carrière, qui est coordonné aux travaux d'exploitation, consiste à aplanir le carreau pour une réutilisation agricole.

La mise en œuvre du réaménagement s'attache particulièrement au respect des quatre principes suivants, en s'inspirant pour les plantations, des orientations du guide pratique « *fleurs, arbres et arbustes du Nord Est de la France* » édité par la Parc Naturel Régional de Lorraine :

1. Fronts talutés

Les banquettes aménagées sur les fronts de grouine font l'objet d'une réimplantation d'arbustes ou de buissons. Les talus à 45° sont laissés en l'état afin de permettre à la colonisation végétale de s'effectuer librement.

2. Fronts sub-verticaux

Un front de taille vertical est aménagé au niveau de la paroi calcaire. Des aires d'observation et d'envol destinées aux rapaces, sont aménagées en bord de front, par mise à nu de la roche par places et sur des largeurs de 1 à 2 mètres.

Un front de taille sub-vertical est aménagé dans la grouine située à proximité du front vertical calcaire. Il est déporté de quelques mètres vers l'intérieur de la carrière et des banquettes de 1 à 2 mètres de large sont créées tous les 4 mètres de haut.

Une clôture à trois fils barbelés et piquets bois est mise en place en haut de ces deux fronts. Elle est doublée d'un large et dense taillis de ronces et arbustes épineux.

3. Conservation de l'existant

L'exploitant veille à préserver les quatre milieux naturels suivants :

- la bande de bois bordant l'ancienne carrière DELANDRE.
- La bande de fourré et taillis bordant la voie communale de MOUILLY à VAUX-LES-PALAMEIX.
- La friche du quart Sud-Ouest.
- Le talus en bordure de la forêt de RANZIERES.

La circulation des engins ainsi que le stockage des matériaux sont exclus de ces zones.

4. Friche et taillis pionnier

De la terre végétale est remise en place au niveau de la partie décapée de la zone Sud-Ouest délaissée, afin de favoriser sa recolonisation par la strate herbacée et les buissons.

En fin d'exploitation, le site se présente sous la forme d'une cuvette allongée à fond plat, positionnée selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est. Le bord Nord-Ouest est en pente douce, les autres bords sont talutés par paliers sauf en ce qui concerne le front de calcaire qui est taluté de façon verticale.

L'ensemble du site est nettoyé et débarrassé des vestiges et matériels d'exploitation.

CHAPITRE 2.2 SECURITE DU PUBLIC

Article 2.2.1) Aménagement et contrôle des accès

L'accès au site d'exploitation est équipé d'une barrière mobile qui est verrouillée en dehors des heures d'activité. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle de cet accès pendant les heures d'activité, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes au sein du périmètre de la carrière.

L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de l'entrée du site et en tout autre point défini en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

L'accès de la zone des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspecteur des installations classées.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Le responsable de l'exploitation de la carrière prend toutes dispositions, pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité, soit alerté et puisse intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, y compris en période d'inactivité.

Article 2.2.2) Distances de sécurité

En fin de réaménagement, les bords des excavations sont laissés à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé et de tout élément de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

D'une manière générale, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être à une distance horizontale suffisante du bord supérieur de l'exploitation ou le talutage final doit être réalisé de telle sorte que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise, même à long terme.

Cette distance doit prendre en compte la profondeur totale de l'excavation, ainsi que la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation, pour satisfaire à l'esthétique du site, pour limiter et si possible supprimer les nuisances visuelles engendrées par l'exploitation de la carrière.

CHAPITRE 2.4 EMISSIONS LUMINEUSES

Les éventuelles sources lumineuses destinées à éclairer le chantier en période de visibilité réduite, sont orientées vers le bas.

CHAPITRE 2.5 DANGERS OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

S'il apparaît que l'exploitation de la carrière engendre, pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, des dangers ou inconvénients qui n'étaient pas connus lors de la délivrance de la présente autorisation, la suspension de l'exploitation pourra être ordonnée pendant le délai nécessaire à la mise en œuvre des mesures propres à les faire disparaître.

CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 OBLIGATION D'INFORMATION

L'ensemble des dispositions de la présente autorisation sont notifiées par l'exploitant, dans le cadre des consignes aux entreprises extérieures, à toute entreprise chargée d'effectuer des travaux sur le périmètre du site.

CHAPITRE 2.8 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Tous les documents, plans ou registres établis en application du présent arrêté et tous les résultats des mesures effectuées au titre du présent arrêté sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

À ce titre, l'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an, un plan topographique du site à l'échelle 1/2000^{ème}, sur lequel figure :

- Les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci.
- Les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs.
- Les côtes NGF des différents points significatifs.
- Les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés.
- La position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent au chapitre 1.5 du présent arrêté.

Titre 3 – Prévention de la pollution atmosphérique

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1) Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de fumées ainsi que des poussières (capotage des machines, mise en place de bardage, brumisation des matériaux ou tout autre dispositif équivalent, nettoyage et arrosage préventif, ...)

Les véhicules et engins sont conformes à la réglementation en vigueur et convenablement entretenus.

Article 3.1.2) Odeurs et fumées

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Article 3.1.3) Voies de circulation

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine de dépôts de poussières ou de boues sur les voies de circulation.

En période sèche, les pistes de roulage sont régulièrement arrosées.

Article 3.1.5) Emissions et envois de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les émissions et envois de poussières.

L'Inspecteur des Installations Classées peut à tout moment faire procéder par un organisme extérieur habilité, à des mesures de concentration de poussières et flux.

Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Titre 4 – Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

CHAPITRE 4.1 MESURES PREVENTIVES

Article 4.1.1) Eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellement externes sont déviées par des merlons, pour les zones périphériques dépourvues d'un écran végétal. Ces aménagements sont réalisés dès le commencement des travaux.

Les eaux de ruissellement internes sont infiltrées au niveau du carreau de la carrière.

Article 4.1.2) Eaux souterraines

Les diaclases ou fissures ouvertes, révélées par l'extraction sur le plancher de la carrière, sont colmatées avec de la grouine.

CHAPITRE 4.2 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.2.1) Stockage de produits polluants

Tout stockage sur le site d'hydrocarbures ou de produits susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols est interdit.

Article 4.2.2) Ravitaillement et entretien

Le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche, entourée par un caniveau étanche et reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux et des liquides résiduels. Le point bas est équipé d'un système pour piéger les hydrocarbures : trop plein en siphon, produits absorbants, séparateur d'hydrocarbures, ...

Les entretiens courant et petites réparations des véhicules peuvent être effectués sur l'aire étanche précitée.

Les grosses réparations, sauf cas exceptionnel (panne, accident, ...), sont effectuées en dehors du site.

Article 4.2.3) Gestion des pollutions

Un dépôt de sable ou de produits absorbants est mis à la disposition du personnel intervenant sur le périmètre de la carrière. La quantité présente sur le site est suffisante pour pallier toute pollution accidentelle en cas de fuite sur un engin ou matériel.

Les produits générés par l'activité et les matériaux récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés, et doivent être évacués et traités par une filière appropriée.

Aucun rejet d'eaux usées n'est autorisé dans le milieu naturel.

Une procédure d'alerte écrite et réalisée par l'exploitant, est mise en place afin de permettre une intervention rapide en cas d'incident (recueil des sols pollués, alerte des autorités concernées...). Elle est portée à la connaissance de toutes les personnes amenées à travailler sur le site.

Titre 5 - Déchets

CHAPITRE 5.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

CHAPITRE 5.2 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés sur le périmètre de la carrière, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution

(prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

CHAPITRE 5.3 ELIMINATION DES DECHETS

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de la carrière est interdite.

CHAPITRE 5.4 PREVENTION DES DEPOTS SAUVAGES

L'accès à toute zone susceptible de donner lieu à des déversements de déchets est barré par une clôture solide et efficace, ou à défaut, soigneusement surveillé.

Titre 6 – Prévention des nuisances sonores et des vibrations

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 6.1.1) Aménagements

La carrière est exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2) Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des installations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

Article 6.1.3) Appareils de communication

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES ET VIBRATIONS

Article 6.2.1) Valeurs limites d'émergence

Les niveaux des émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Article 6.2.2) Niveaux limites de bruit

Les niveaux sonores en limite du périmètre autorisé ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

	Période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Niveau sonore maximal	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 6.2.3) Contrôles

L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité en période d'exploitation de la carrière, dans un délai de trois mois suivant le début d'exploitation. Ce contrôle, qui est renouvelé tous les trois ans, est réalisé dans les zones à émergence réglementée les plus proches et en limite de propriété.

L'émergence et les niveaux sonores sont mesurés conformément à la méthodologie de contrôle définie dans l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

L'inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut demander des contrôles supplémentaires en tant que de besoin. Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

Titre 7 – Prévention des risques

CHAPITRE 7.1 PROTECTION INCENDIE

Les véhicules présents sur la carrière sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes à la réglementation en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par une société spécialisée.

Les abords de la carrière sont régulièrement débroussaillés et débarrassés des herbes sèches.

CHAPITRE 7.2 INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur.

Elles doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente.

La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

CHAPITRE 7.3 ACCESSIBILITE

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours dans des conditions de sécurité satisfaisante.

CHAPITRE 7.4 PROTECTION INDIVIDUELLE

Des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques engendrés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont présents sur le site. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel évoluant sur la carrière est formé à leur emploi.

CHAPITRE 7.5 CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.
- Les mesures à prendre en cas de fuite accidentelle.
- Les moyens à mettre en œuvre en fonction du sinistre.
- La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Titre 8 – Contrôles et échéances d'application de l'arrêté

CHAPITRE 8.1 CONTROLES SUPPLEMENTAIRES

L'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit, préservation des ressources captées pour l'alimentation en eau potable notamment...), soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

Toutes dispositions sont prises pour faciliter l'intervention de ces organismes.

Sauf accord préalable de l'Inspecteur des Installations Classées, les méthodes de prélèvement, mesures et analyses sont normalisées.

CHAPITRE 8.2 OBLIGATION D'INFORMATION

L'ensemble des dispositions de la présente autorisation sont notifiées par l'exploitant, dans le cadre des consignes aux entreprises extérieures, à toute personne chargée d'effectuer des travaux sur le périmètre de la carrière.

CHAPITRE 8.3 ECHEANCIER

Les points et aménagements, ci-après, doivent être respectés ou réalisés, dans les délais suivants :

Référence	Intitulé de l'action	délai
Article 1.6.3	Établissement des garanties financières	Dès le début d'exploitation
Article 1.7.1	Déclaration des modifications	Avant la réalisation des travaux
Article 1.7.3	Déclaration de changement d'exploitant	Sans délai
Article 1.7.4	Notification et dossier de cessation d'activité	6 mois avant la date d'échéance de l'arrêté d'autorisation
Article 2.1.1	Réalisation des aménagements préliminaires	Avant le début des opérations d'extraction
Article 2.1.1	Déclaration de début d'exploitation	Dès réalisation des aménagements préliminaires
Article 2.2.1	Aménagement et contrôle des accès	Dès le début d'exploitation
Article 2.6	Déclaration des incidents ou accident	Sans délai
Chapitre 2.8	Plan topographique	Tous les ans
Article 4.1.1	Mise en place des merlons	Dès le commencement des travaux
Article 4.2.2	Réalisation d'une aire étanche	Dès l'atteinte du fond de l'excavation
Article 4.2.3	Rédaction d'une procédure d'alerte	Dès le commencement des travaux
Article 6.2.3	Contrôle des niveaux sonores	Dans les 3 mois qui suivent le début d'exploitation, puis tous les 3 ans
Chapitre 7.1	Contrôle des extincteurs	Tous les ans
Chapitre 7.2	Contrôle des installations électriques	Tous les ans

Chapitre 7.5	Rédaction des consignes de sécurité	Dès le commencement des travaux
--------------	-------------------------------------	---------------------------------

Titre 9. Information et exécution

Chapitre 9.1 En vue de l'information des tiers

Une copie de cet arrêté préfectoral d'autorisation est déposée en mairie de MOUILLY et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de MOUILLY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Un extrait de cet arrêté est affiché, en permanence et de façon visible sur le site, par le pétitionnaire.

Une copie de l'arrêté est adressée à toutes les communes ayant été consultées.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

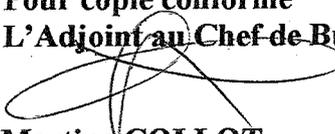
Chapitre 9.2

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,
 Le Maire de MOUILLY,
 Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 Le Directeur Départemental de l'Equipement,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Le Directeur Régional de l'Environnement,
 Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
 Le Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la Société DIDIER et dont une copie sera adressée pour information :

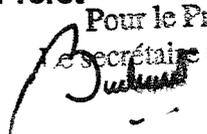
- aux maires de BONZEE, SAINT REMY LA CALONNE, RANZIERES, LES EPARGES, RUPT EN WOEVRE et VAUX LES PALAMEIX,
- à l'Inspecteur des Installations Classées (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, Subdivision de Bar-le-Duc)
- au Directeur du Parc Naturel Régional de Lorraine
- à l'Institut National des Appellations d'Origine, 12, Avenue de la Foire aux Vins, BP 1233 - 68012 COLMAR Cedex
- au Préfet de Région, Préfet de la Moselle
- au Sous-Préfet de VERDUN.

Pour copie conforme
 L'Adjoint au Chef de Bureau délégué


 Martine COLLOT

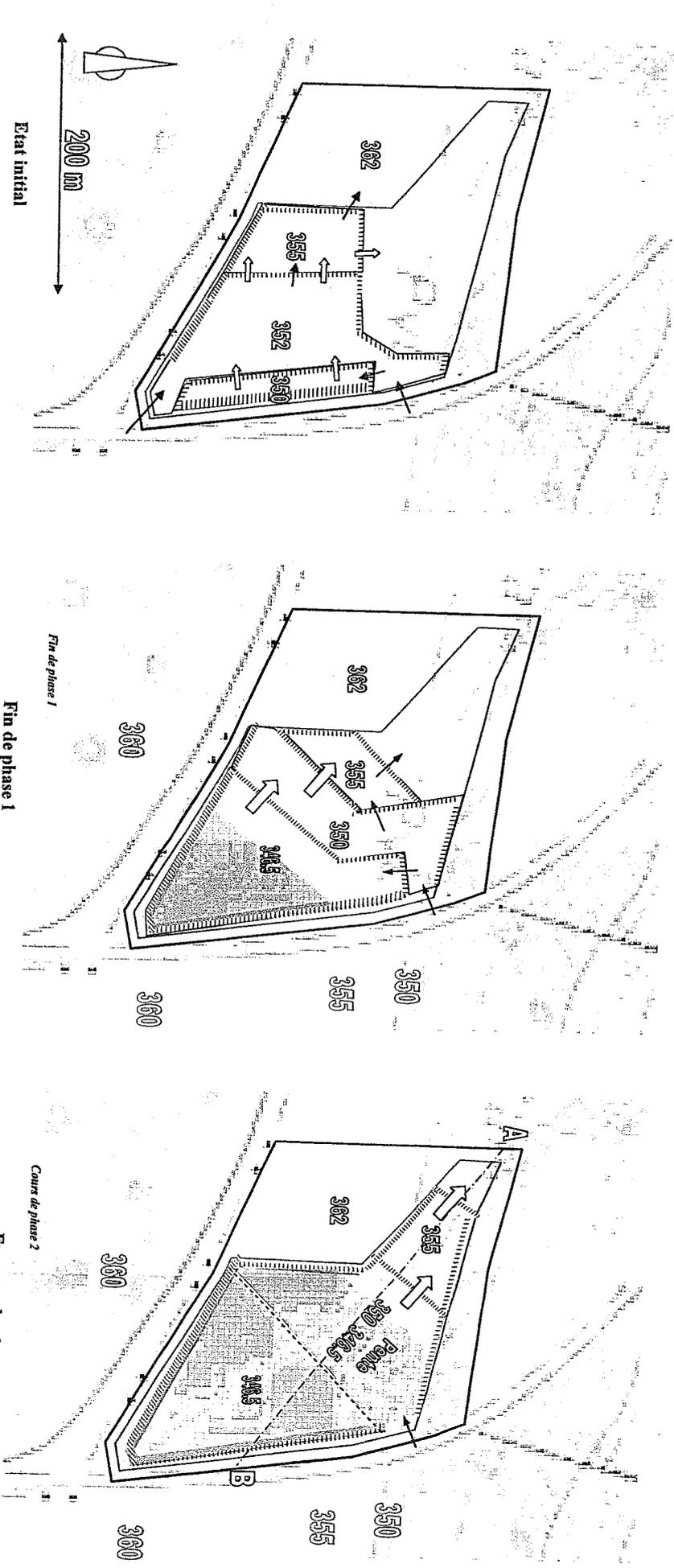
BAR LE DUC, le 19 DEC. 2008
 Le Préfet

Pour le Préfet,
 Le Secrétaire Général.


 Laurent BUCHAILLAT

8.4 PLAN DE PHASAGE SYNTHÉTIQUE - ECHELLE 1/3500

Echelle 1/3500



——— Limite extérieure du domaine
 ———> Voie de circulation

——— Limite d'extraction
 355 Cote NGF

Front actif

Front réaménagé

Fond de carrière réaménagé

S.A.S. DIDIER

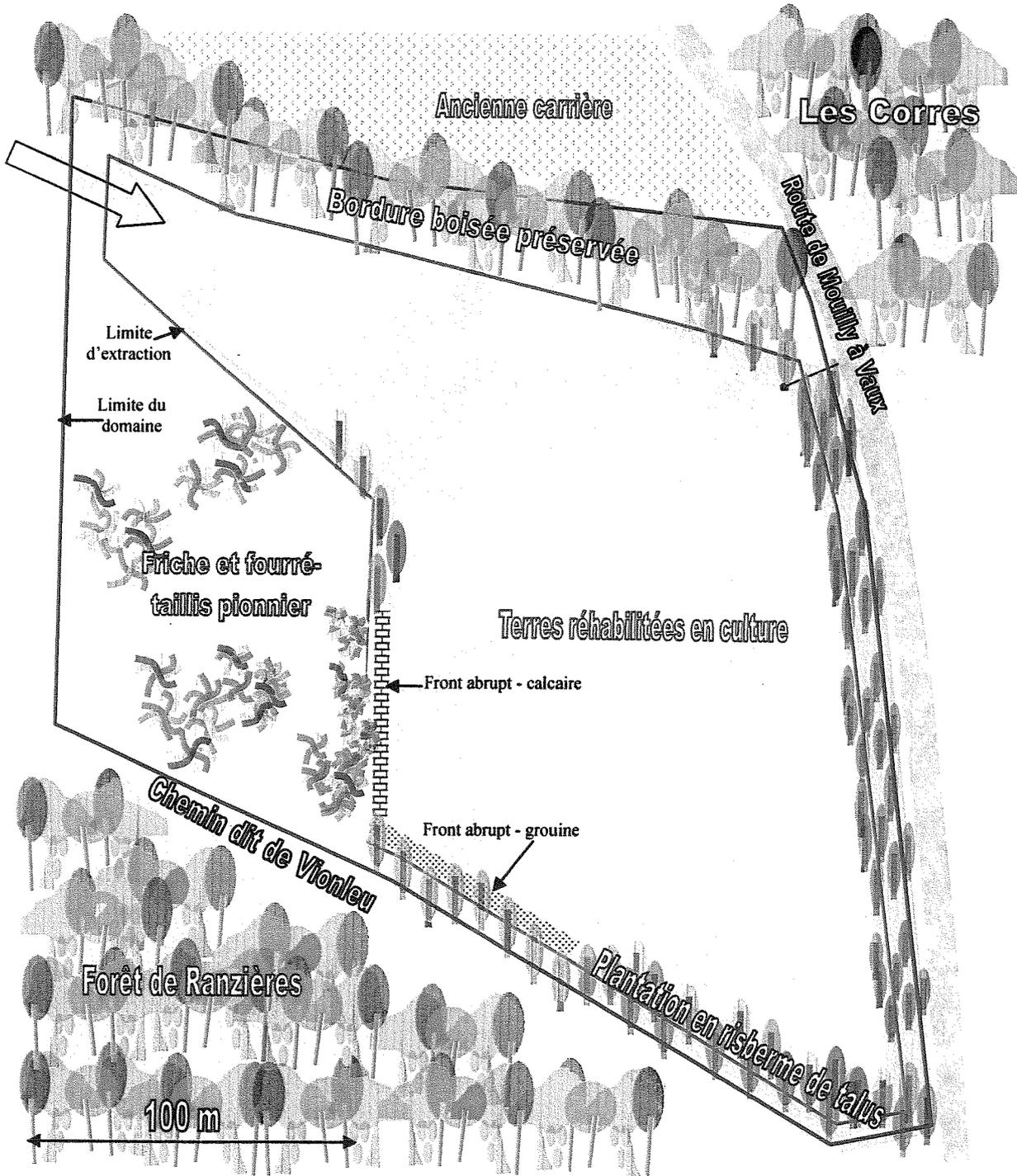
Demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière à Mouilly (53)
 CIRSE ENVIRONNEMENT (IC 0626)

Vu pour être annexé
 à mon arrêté de ce jour,
 Bar-Le-Duc, le 19 DEC. 2008
 LE PRÉFET

Recevable
 Directeur Général,
 Laurent BUCQUAUT

Laurent BUCQUAUT

Figure 37 Plan de réaménagement



Echelle 1 / 2 000

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour,
Bar-Le-Duc, le 19 DEC. 2000
LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Julius

